

L'exécutif commence à faire le tri dans la réforme des retraites

SOCIAL

Emmanuel Macron veut mettre en œuvre une partie de la réforme à demi-votée.

Solveig Godeluck
@Solveig

La retraite universelle par points, Emmanuel Macron n'y a pas renoncé. Elle est juste, notamment pour les gens les plus modestes, même si elle est très dure pour les régimes autonomes, répète-t-il auprès de ses proches. Son seul regret est de ne pas l'avoir lancée et fait voter plus vite, avant la réforme de la SNCF, avant les « gilets jaunes ». En mars, après une première lecture à l'Assemblée nationale, la grande vision s'est retrouvée encaimée dans la crise du coronavirus.

Comment repartir ? Pas question de braquer les Français en reprenant le fil exactement là où il était après des semaines de contestation protéiforme. Mais on pourrait peut-être harmoniser les temps, décomposer les éléments, garder une partie, considérer le chef de l'Etat, qui devrait s'exprimer après les municipales sur le sujet. Les députés, en tout cas, s'apprêtent à voter ce mercredi en

deuxième lecture une proposition de loi du député communiste André Chassaigne, qui reprend et élargit une promesse du projet gouvernemental : revaloriser le minimum de pension des agriculteurs, afin qu'il passe de 75 % à 85 % du SMIC. « Notre réforme est en suspens, le Sénat ne pourra pas l'examiner avant septembre, on va soutenir la proposition de loi », explique Guillaume Gouffier-Cha, rapporteur de la réforme des retraites à l'Assemblée.

« Un chiffon rouge »

Ce texte a été adopté à l'unanimité à l'Assemblée en février 2017, sous la gauche. Le Sénat l'a rejetée en 2018, car le gouvernement a voulu donner la priorité à son projet de réforme des retraites en déclenchant un vote bloqué. La proposition de loi revient ce mercredi en terrain conquis. Elle est plus généreuse que ce que prévoyait le gouvernement : au lieu de revaloriser uniquement les pensions de quelques milliers de nouveaux retraités, c'est l'ensemble des exploitants agricoles retraités qui passeront à 85 % du SMIC minimum. « Soit 289.000 personnes qui gagneront 114 euros supplémentaires par mois en moyenne, pour un coût de 400 millions d'euros », espère André Chassaigne.

Le gouvernement y est favorable, car « c'est un signal envoyé à une profession aux avant-postes pendant la

crise », explique-t-on au ministère des Solidarités. Il prévoit toutefois d'amender ou faire amender le texte en séance, le 18 juin, pour que les agriculteurs, qui touchent d'autres pensions en parallèle n'aient pas plus de 85 % du SMIC au total. Cela ferait 93.000 bénéficiaires en moins, et un coût budgétaire ramené à 255 millions. De plus, il veillera à ce que cette revalorisation ne soit pas appliquée avant 2022, date initialement prévue pour l'entrée en vigueur de la mesure Macron.

L'ensemble des exploitants agricoles retraités passeront à 85 % du SMIC minimum.

Le gouvernement voulait également porter à 85 % du SMIC le minimum de pension des indépendants. Mais ils sont plus nombreux, ce qui complique l'équation budgétaire. Plusieurs autres mesures piochées dans le volet de court terme, « paramétrique », du projet du gouvernement sont toujours à l'étude, car elles permettront de soutenir des professions en deuxième ligne pendant la crise. Notamment la revalorisation des enseignants. D'autres serviraient, à l'inverse, à économiser pour rembourser la dette sociale et soutenir l'investissement en santé. Il pourrait s'agir

d'accélérer la réforme Touraine, qui allonge la durée de cotisation – sans ressortir à court terme l'âge d'équilibre, « un chiffon rouge », selon Guillaume Gouffier-Cha.

Eteindre les régimes spéciaux

« La crise va demander une solidarité nationale plus forte, envers certains régimes plus fragiles. Elle a démontré que la réforme était plei-

nement justifiée dans sa globalité, avec un système universel », ajoute le député LREM. En effet, des avocats ou des médecins se sont plaints de ne pas avoir été suffisamment soutenus par leur caisse de retraite, alors que le régime général ouvrait les vannes des reports et annulations de charges.

Raison de plus pour l'exécutif de ne pas renoncer totalement à l'universalité et aux points, en prenant

le temps nécessaire. « On voit mal le président se présenter devant les électeurs en 2022 en ayant abandonné quelque chose d'aussi central dans son programme », estime un source gouvernementale. En guise de premier pas vers l'universalité, selon la même source, il pourrait être question d'arrêter les embauches au statut dès 2022 dans les régimes spéciaux, comme l'a fait la SNCF en 2020. ■

Retour massif des élèves à l'école : pourquoi ça coince

ÉDUCATION

A l'échelle nationale, 26 % des élèves ont retrouvé le chemin de leur classe, mais pas tous les jours.

Sur le terrain, enseignants, directeurs d'école et élus pointent, eux, un protocole sanitaire trop strict.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

Le propos anonyme d'un ministre « en première ligne », lundi sur France Inter, a fait l'effet d'une bombe auprès des enseignants : « Si les salariés de la grande distribution avaient été aussi courageux que l'Education nationale, les Français

n'auraient rien eu à manger. » Un autre haut responsable estime qu'« un tiers a été exemplaire, un tiers a fait son travail correctement, mais que le tiers restant a disparu ». L'école est au cœur des débats sur l'accélération du déconfinement. Des familles se plaignent de ne pas pouvoir remettre leur enfant en classe, alors que le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, assurait le 28 mai : « Toutes les familles qui le souhaitent doivent pouvoir scolariser leurs enfants au moins une partie de la semaine. »

« Il faut rétablir la vérité, s'agace une inspectrice de l'Éducation nationale. Dans la grande majorité, les enseignants reprennent la classe. Quand ils ne le font pas, c'est pour des raisons de santé prévues très précisément par le protocole sanitaire. » « La comparaison faite avec celle de la grande distribution n'est pas très subtile, tacle Philippe Vincent, à la tête du principal syndicat des chefs

d'établissement. Le SNPDEN. Elle oublie tout ce qui a été fait avant et méconnaît les problèmes, alors que la conjugaison de difficultés rend complexe l'analyse de la situation. »

Des chiffres « grossis »

Le tiers des enseignants aurait-il « disparu » ? « Ceux qui cherchent des échappatoires sont très minoritaires », analyse Philippe Vincent, mettant en garde contre des chiffres « grossiers et grossis » : « Si cela avait été aussi massif, je l'aurais su ! » Depuis la semaine dernière, les chefs d'établissement demandent aussi des bilans d'activité précis aux enseignants. Fin mai, alors que 55 à 60 % d'entre eux avaient repris le chemin de leur établissement, Jean-Michel Blanquer assurait qu'il n'y avait pas besoin d'avoir davantage de professeurs présents physiquement dans les classes, au motif qu'il fallait des enseignants pour les élèves restés en télétravail. Il

balayait aussi toute résistance à la reprise. « Il y en a eu, de la part de certains syndicats, mais c'était il y a un siècle », affirmait-il alors.

« Ce qui coince, c'est d'abord le protocole sanitaire, reprend Philippe Vincent. C'est, de loin, le problème le plus important. » Tel directeur d'école évoque « les squares où les enfants se croisent et se touchent, et les écoles, où il faut un mètre de distance entre eux ». D'où la pression, « terrible », des familles, dit-il. « On est pris entre le marteau et l'enclume ». La règle des 4 m² autour de chaque

« Le protocole sanitaire, c'est, de loin, le problème le plus important. »

PHILIPPE VINCENT.
SNPDEN

enfant empêche d'en accueillir davantage. Tout comme le manque de sanitaires, alors que le lavage des mains plusieurs fois par jour est requis.

Une école « à la carte »

A Paris, où 648 écoles sur 652 ont rouvert, 35,6 % des enfants sont accueillis, selon la Mairie, mais « les jauges sont pleines », glisse un directeur, qui regrette que, le 2 juin, on ait « déconfiné la société, mais pas l'école ». Si, à l'échelle nationale, 26 % des enfants ont repris le chemin de l'école, les situations sont inégales : « En Bretagne, c'est un sur deux, mais c'est seulement 8 % en Seine-Saint-Denis », pointe la présidente de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes (Andev). Rozenn Merrien, qui déplore qu'il n'y ait « pas de retour massif en éducation prioritaire »

Jean-Michel Blanquer espère que l'assouplissement du protocole

sera pour « bientôt ». Il est « assez raisonnable de se dire qu'on pourrait mettre un peu de souplesse sur le périscolaire et peut-être même dans l'organisation des classes », a estimé dimanche le président du Conseil scientifique, Jean-François Delaunay. « Nallons pas trop vite », a tempéré, depuis, le ministre de la Santé, Olivier Véran.

En attendant, des enseignants voient poindre une école « à la carte ». « Pour afficher des statistiques en hausse, on fait des rotations d'élèves, regrette l'un d'eux, et le jour où les enfants doivent venir, les familles nous disent qu'elles ont prévu autre chose. » Il y a « urgence » à ce que l'école ne soit plus à la discrétion du choix des familles, ajoute Rozenn Merrien. Amer, un directeur d'école l'assure : « On est en train de tuer l'école. »